

ANDRÉ LORANT

LE COMPROMIS AUSTRO-HONGROIS ET L'OPINION PUBLIQUE  
FRANÇAISE EN 1867

Genève, Librairie Droz, 1971, XII, 240 p.

La recherche concernant les rapports franco-hongrois a de sérieuses traditions derrière elle. Des spécialistes de la littérature et des historiens travaillent depuis des dizaines d'années déjà à la mise en jour de cet héritage complexe dont la richesse est parfois surprenante. C'est justement à propos des rapports franco-hongrois qu'a été élaborée la méthodologie du domaine d'investigation dont la tâche est de présenter l'image qui s'est formée à l'étranger sur les Hongrois. Cette tendance des recherches historiques est d'autant plus actuelle, que ces dernières années l'intérêt que l'on porte à l'appréciation étrangère des grands tournants de notre histoire nationale et de ses principaux moments s'est beaucoup accru. Le livre de M. André Lorant, historien d'origine hongroise mais travaillant en France, laisse apparaître simultanément deux lignes de recherche: il donne sa contribution à l'histoire des rapports franco-hongrois et il complète l'image présente que nous avons sur l'appréciation internationale du Compromis austro-hongrois.

La préface écrite par le feu M. Victor L. TAPIÉ, ancien membre de l'Institut, docteur *honoris causa* de l'Université de Budapest, souligne encore l'importance du livre. L'actualité d'un travail écrit justement en français sur le Compromis, est prouvée depuis des années déjà par le fait que la maison d'édition Cujas de Paris a jugé nécessaire en 1968 d'éditer à nouveau le volume de Louis Eisenmann qui a paru pour la première fois en 1904 (*Le Compromis austro-hongrois de 1867*). Ce n'est sûrement pas l'œuvre du hasard qu'un demi siècle après la décomposition de la Monarchie, M. Lorant examine la question, sous un autre angle, et qu'il se fixe d'autres fins que celles qu'avait au tournant du siècle le professeur de Dijon, puis de Paris. Tandis qu'Eisenmann s'occupait presque exclusivement des questions de politique intérieure, M. Lorant place le problème dans le cadre européen. Le Compromis l'intéresse surtout du point de vue français, et il examine le processus par lequel la politique et l'opinion publique

françaises arrivent à l'approbation presque unanime de cet important événement international.

La première partie du livre (*La réforme constitutionnelle en Autriche et la politique de Napoléon III*, pp. 19-66) est en fait une introduction aux chapitres essentiels. Cette partie nous donne d'abord un bref aperçu de la relation de gouvernement français et de l'émigration «Kossuthiste» à l'époque de l'absolutisme; puis, après «l'époque des espoirs et des malheurs», les chapitres qui suivent concernent le rapport des Tuileries et de Vienne et la mission diplomatique du Duc de Gramont. M. Lorant se base sur le matériel jusqu'ici inexploité des Archives du Ministère des Affaires Etrangères (Correspondance politique: Autriche) pour composer l'histoire de la mission Gramont, et il attribue un rôle important à l'Ambassadeur qui a réussi à convaincre le gouvernement français que l'existence de l'Autriche était une nécessité historique.

C'est dans la partie centrale de son livre que M. Lorant nous fait part des principaux résultats de son travail (*Le rapprochement franco-autrichien et les réactions de l'opinion publique*, pp. 67-149). Nous recevons un aperçu des antécédents de ce qui a été appelé «politique de Salzbourg», de l'échec du rapprochement franco-prussien, et même de l'entrevue à Salzbourg des Souverains austro-prussiens qui n'a pas apporté les résultats voulus. Cette introduction de l'histoire de la diplomatie est suivie par des chapitres qui analysent le développement de l'opinion publique française et qui fournissent beaucoup de données nouvelles et de rapports intéressants. M. Lorant passe scrupuleusement en revue toutes les prises de position de la presse française qui ont paru à ce sujet dans la seconde moitié de 1866 et en 1867. Il a successivement examiné quelle était l'opinion sur le Compromis des journaux bonapartistes (*Le Constitutionnel*, *L'Étendard*, *La Patrie*), des cinq journaux, les «Prussiens de Paris» (*La Liberté*, *L'Opinion Nationale*, *Le Siècle*, *L'Avenir National*, *Le Journal des Débats*), des périodiques orléanistes de nuance libérale (*La Presse*,

Temps, La Revue des Deux Mondes) et de la presse légitimiste (La Gazette de France, Le Monde).

Les opinions exprimées par les journaux sont — naturellement — très diverses. Nous pouvons cependant déceler un trait commun à toutes: à l'exception de quelques unes toutes les opinions saluent la renaissance de l'Autriche. Mais l'opinion publique politique de la France se réjouit surtout de l'existence de la nouvelle Autriche parce-qu'elle se présente comme une alliée possible contre la Prusse: c'est la peur de la Prusse et non pas l'estimation des intérêts de la partie autrichienne ou hongroise qui se cache derrière l'appui presque unanime du Compromis. Selon M. Lorant, de toute façon, les Français ne comprenaient pas le problème hongrois. Ils n'ont pas réalisé l'importance des questions de droit constitutionnel, ou plus exactement — et ceci n'est pas dit clairement par l'auteur — ils n'ont pas vu que derrière les arguments de droit se trouvait une importante discussion sur les problèmes sociaux et politiques. Ceci explique en partie qu'au lieu du modèle dualiste, la majorité d'entre eux aurait préféré une solution fédéraliste, et ceux mêmes qui ont accepté le dualisme imaginaient une forme d'état plus souple, prête à de nouveaux changements de structure, dans laquelle les peuples du bassin du Danube atteindraient graduellement une autonomie toujours croissante. Les nationalités, et les illusions concernant l'avenir de la structure de l'état ont joué un rôle dans la déception et la désillusion causées en France par la politique extérieure de la Monarchie pro-allemande et par sa politique intérieure menée contre les nationalités. C'est ce qui a rendu en fin de compte la politique française anti-monarchique et anti-hongroise (car elle identifiait les Hongrois au gouvernement dualiste).

M. Lorant a raison quand il constate que le développement des prises de position des journaux reflète les changements survenus dans la politique extérieure du gouvernement français. L'auteur souligne déjà dans son introduction (*Le gouvernement et l'opinion publique*, pp. 5-17) avec quels moyens le gouvernement contrôlait une grande partie de la presse et influençait par le même biais l'opinion publique. Le Bureau de la Presse qui a été attaché au Ministère de l'Intérieur en 1864, suit de jours en jours les journaux (*surveillance des journaux*) et informe le gouvernement. Il essaie en

plus d'exercer une influence sur les journaux parisiens et il surveille les sources d'information aussi. M. Lorant en arrive directement à la conclusion que les directives gouvernementales jouent un rôle déterminant dans la formation de l'opinion publique.

La partie la plus originale du livre et la plus intéressante du point de vue méthodologique est le chapitre intitulé *Le sentiment public et la politique de Salzbourg* (pp. 139-149). Le chapitre se base sur les rapports des procureurs généraux et des préfets, gardés dans la collection des Archives Nationales, et il donne un résumé des changements du sentiment public en 1866-67, d'Ain jusqu'à Yonne, d'Agen jusqu'à Toulouse. Il est étonnant de voir la force avec laquelle survivaient à cette époque en France les souvenirs de l'invasion prussienne de 1815: les sentiments des masses populaires se tournent déjà vers l'Autriche avant que la politique officielle ait mis à l'ordre du jour la question de l'alliance avec la Monarchie danubienne. À l'époque de la crise du Luxembourg le sentiment d'hostilité à l'égard de la Prusse s'accroît, le après l'entrevue de Salzbourg on peut noter une sympathie manifeste à l'égard de la Monarchie des Habsbourg: le Français considère à nouveau comme un intérêt essentiel pour l'Europe la conservation de l'Empire d'Autriche. Les rapports sur l'opinion publique reflètent aussi très bien — surtout par suite des problèmes économiques qui se présentaient au milieu des années 60 — l'augmentation du sentiment d'inquiétude. La désaffection touche les couches les plus larges de la population: une crise de confiance dans le régime impérial se manifeste.

La partie finale du livre (*Le Compromis et l'alliance possible*, pp. 151-192) touche les relations entre les états dans la période qui suivait le Compromis. Ce chapitre consacré aux rapports commerciaux et financiers de la Monarchie et de la France se base sur des documents écrits, exploités par l'auteur lui-même et qui sont conservés dans une autre section des Archives du Ministère des Affaires Étrangères (Correspondance commerciale: Vienne). M. Lorant expose en premier lieu les circonstances de l'élaboration du traité de commerce franco-autrichien, puis il décrit l'effet favorable causé par la stabilité politique de la Monarchie sur la Bourse de Paris. Il est



étonnant que même le projet d'impôt de 1868 sur les valeurs autrichiennes ne soit pas néfaste au développement favorable des rapports franco-autrichiens. Le gouvernement français est prêt à faire des sacrifices financiers pour témoigner de sa bienveillance à l'égard de Vienne. Les pages où l'auteur s'occupe du projet de l'importation en France des blés de Hongrie, présente un intérêt spécial pour la Hongrie. Les données qui soulignent l'intensité de l'intérêt français pour l'agriculture hongroise méritent d'être mentionnées. Ceci conduit finalement à la création d'un poste consulaire à Budapest en 1868.

Le dernier chapitre consacré aux chances de l'alliance franco-autrichienne, est intéressant si l'on veut comprendre les antécédents de la guerre franco-prussienne. M. Lorant examine l'attitude de la Hongrie face à ce projet franco-autrichien, et d'après ses investigations nous pouvons suivre — même si ce n'est pas toujours explicite — l'histoire de la surprise que le gouvernement français a eue en reconnaissant graduellement le rôle toujours croissant de la direction politique hongroise dans la politique extérieure. Car c'étaient justement les hommes politiques hongrois, qui n'avaient pas intérêt à ce que l'Autriche récupère ses positions perdues à Königgrätz, qui, aux côtés des austro-allemands, avaient fait échouer le projet d'alliance franco-autrichien dirigé contre la Prusse.

Dans sa *Conclusion* (pp. 193–204), M. Lorant constate que pendant la période de l'arrangement austro-hongrois, puis surtout après la guerre austro-prussienne et après la crise de Luxembourg, la politique française ainsi que l'opinion publique du pays ont presque unanimement pris position pour l'Autriche qui se réorganisait. L'Empereur français considérait la grande puissance du Danube en formation, comme un moyen de défense efficace contre le danger imminent de la Prusse, et il essayait de faire de la Monarchie son alliée. Le cabinet français a reconnu l'importance internationale du Compromis, mais il a témoigné de l'incompréhension à l'égard des arguments du droit d'État hongrois et de certaines implications de politique intérieure de Compromis. Ceci explique aussi pourquoi la France n'avait pas pu gagner la politique hongroise à ses projets d'alliance. Une partie des commentateurs politiques français a pressenti

que le dualisme, et la politique des nationalités du gouvernement hongrois sapèrent dès le début les fondements de l'état en réorganisation.

Ce bref résumé du livre de M. Lorant suffit pour nous convaincre que les résultats de son travail sont précieux. C'est justement le niveau supérieur de l'oeuvre, et la méthode de travail sévère qui nous conduit à ne pas taire quelques unes de nos remarques.

Il semble que la manière de voir de M. Lorant est caractérisée dans plusieurs aspects par une espèce de manque de différenciation, ce qui peut être observé entre autre dans sa manière d'approcher la politique française et hongroise. L'auteur accepte dans le fond sans critique le fait que la pensée politique française de l'époque ne faisait pas de différence entre parti de gouvernement et opposition, dans la Hongrie dualiste. Les Français n'ont pas vu en général, qu'il s'agisse de la solution de la question des nationalités ou des problèmes de politique extérieure, qu'il y avait aussi d'autres alternatives dans le pays. Ils n'ont pas vu non plus que tous les Hongrois ne soutenaient pas le Compromis. M. Lorant ne signale pas justement le rôle que cette manière de voir unilatérale a joué dans la formation de la politique française. Il aurait pu étudier aussi, dans quelle mesure les informations obtenues sur la politique de gouvernement exerçaient une influence sur l'opinion formée sur le peuple du pays. On peut noter une certaine simplification en ce qui concerne le côté français aussi, car l'auteur ne veille pas à présenter un tableau politique dans sa diversité — qui est pourtant devenue si importante par la suite.

M. Lorant possède un talent spécial pour découvrir toutes les sources qui témoignent de la direction nationale, donc française de la politique extérieure et de l'opinion publique françaises. Nous avons cependant l'impression qu'il n'est pas suffisant de chercher les racines à Paris uniquement: Vienne avait parfois le bras très long et l'émigration hongroise a également dû jouer un rôle plus important les années suivantes que ne nous le révèlent les documents français de l'époque. Nous aurions pu apprendre plus de choses sur les sources véritables de chaque journal et sur les véritables motifs d'action de certains hommes politiques.

L'analyse des rapports diplomatiques, économiques et de politique militaire a

également un certain caractère unilatéral. Cet examen, concentré sur le côté français, aurait pu être complété par la présentation de l'attitude, de la situation des parties autrichienne et hongroise.

Nous relevons l'absence d'une analyse plus approfondie du point névralgique des rapports franco-autrichiens, du problème italien. Sans un examen détaillé de la question d'Italie, on ne peut guère comprendre la politique extérieure autrichienne ou française dans leur complexité.

Du point de vue méthodologique il nous paraît discutable que M. Lorant n'ait suivi avec attention que dans la période d'arrangement, dans le sens strict du terme, les manifestations de la presse française. Du point de vue de la politique intérieure et extérieure, il est tout à fait clair que l'histoire de 1867 est en relation étroite avec les événements de 1859-61; à côté de cela les préparatifs et l'appréciation ultérieure du Compromis ont toujours occupé la presse internationale entre 1865 et 1870. Il aurait valu la peine pour l'auteur d'utiliser, même sans le soin exemplaire avec lequel il l'a fait pour la période de 1866-67, la presse française de 1859 à 1861, et de 1865 à 1870, ou du moins aurait-il dû la parcourir.

Afin de donner réponse à ces quelques questions, nous avons à notre disposition une documentation assez importante sur les sources. En plus, quand M. Lorant terminait son livre, d'autres publications sur le même sujet parurent également. En ce qui concerne l'influence autrichienne sur l'opinion publique française, la documentation de la section du presse du Ministère Autrichien des Affaires Etrangères (*Haus-, Hof- und Staatsarchiv: Ministerium des Äussern, Pressleitung des Präsidiums*) fournit un témoignage parlant sur les intentions à ce sujet de la politique de Vienne (desir d'entrer en relation avec des journaux étrangers, d'achat de la plume des journalistes etc.). Il se dégage des documents qu'au début, le gouvernement autrichien avait échoué dans son effort pour gagner la presse française, mais plus tard, il a réussi à influencer une partie de la presse. Le petit volume de Barbara Krebs (*Die westeuropäische Pressepolitik der Ära Beust [1865-1871]*, Göppingen, 1970; pp. 23-24, 59-90, et 130-153) qui a également utilisé la documentation de *Pressleitung*, fournit une information précieuse sur ce sujet.

Les documents du bureau de presse nous donnent en plus des informations rares concernant le caractère et la forme de la propagande autrichienne dirigée vers la France. Prenons un seul exemple: du livre *L'empire austro-hongrois et la politique du Comte de Beust* (Paris-Bruxelles, 1870) que M. Lorant classe parmi les brochures anonymes, nous apprenons non seulement que c'est une oeuvre de propagande élaborée à Vienne sous la direction de Beust, mais que son auteur anglais, Henry Worms, a composé son livre en considérant expressément les pensées politiques profrançaises de Beust, et il jugeait qu'une traduction de haut niveau du livre était une question politique importante (voir Worms-Beust, 5 mars, 1870. HHStA: Min. des Äussern, Pressleitung, Karton 19, cf. encore B. Krebs, op. cit., pp. 177-178; et Ludwig Ritter von Przibram, *Erinnerungen eines alten Oesterreichers*, t. I. Stuttgart-Leipzig, 1910, pp. 262-263).

Les Archives Nationales à Budapest possèdent dans leur collection d'intéressants documents sur la branche française de l'émigration hongroise. À côté de cela il aurait valu la peine d'examiner les rapports du réseau d'agents secrets au service du gouvernement de Vienne (HHStA: Min. des Äussern, Informationsbüro, et *Actes de Haute Police*).

En ce qui concerne les relations entre les états, les rapports de l'ambassadeur autrichien à Paris auraient pu être complétés: sur les rapports économiques, on peut trouver quantité de données intéressantes dans la documentation portant le nom d'*Administrative Registratur* et qui se trouve dans les Archives du Ministère Autrichien des Affaires Etrangères; du point de vue de la politique militaire, ce sont les communiqués de l'attaché militaire autrichien à Paris, J. von Löwenthal, qui auraient pu fournir de compléments utiles (*Kriegsarchiv*, Wien). Les mémoires et peut-être la correspondance de l'époque d'Ernst von Plener (*Erinnerungen*. T. I: *Jugend, Paris und London bis 1873*. Stuttgart-Leipzig, 1911; et HHStA: Héritage de Plener) auraient également pu être utilisées. Sur le facteur presque le plus important du problème italien dans son rapport franco-autrichien, la question de Venise, une excellente collection de documents a paru à l'occasion de la fête du centenaire du rattachement à l'Italie unifiée (*Il*



*problema veneto e l'Europa, 1859–1866.* T. I–II, Venezia, 1966).

J'aimerais attirer l'attention sur l'étude très approfondie de Harald Stein sur les prises de position de la presse française concernant notre sujet (*Die Stellungnahmen der grossen Pariser Presse zum Österreichischen Verfassungs- und Reichsproblem in den Jahren 1859 bis 1861 unter besonderer Berücksichtigung des Österreichisch-Ungarischen Verfassungskonfliktes*, Köln, 1970, 240 p.). Il est très instructif de confronter le matériel exploré par M. Lorant avec la presse de la période de 1859–61.

La bibliographie témoigne d'un travail très détaillé et scrupuleux. À part celles qui sont mentionnées, il aurait été indiqué d'utiliser parmi la littérature spéciale, l'étude d'Endre Kovács qui a été le pre-

mier à faire un tour d'horizon de l'accueil européen du Compromis (*Ausztria útja az 1867-es kiegyezéshez* [Le chemin de l'Autriche vers le Compromis de 1867], Budapest, 1968).

Le livre de M. André Lorant, malgré les insuffisances mentionnées, est une élaboration approfondie, moderne et richement documentée, d'une question de détail importante. Nous avons l'impression que l'auteur a dépassé le but qu'il s'était fixé. Il n'a pas seulement donné l'occasion de connaître plus à fond l'échec international du Compromis austro-hongrois, mais il a également éclairé quelques points de l'histoire de la politique extérieure et intérieure de la France sous le Second Empire.

TIBOR FRANK

# ISTVÁN DOLMÁNYOS

## DIE KOALITION WÄHREND DER REGIERUNGSKRISE 1905–1906

A koalíció az 1905–1906. évi kormányzati válság idején

Budapest, Akademie-Verlag, 1976. 321 1.

Die Geschichte Ungarns am Anfang des 20. Jahrhunderts bietet für den Historiker zahlreiche Möglichkeiten zur Analyse bisher nicht genügend ausgelegter Probleme. Die scheinbare Windstille, die die Periode der Jahrhundertwende kennzeichnete, ging schnell zu Ende.

Nach der Darstellung der Voraussetzungen (Aus der Geschichte der ungarischen Parlamentsopposition 1901–1904, Budapest, 1963) nimmt István Dolmányos in seinem neueren Buch den Faden der Ereignisse mit der Analyse der Taktik der sich zu den sogenannten Winterwahlen im Januar 1905 vorbereitenden Parteien: Die Parteien die an der Koalition teilnahmen, verbandete die Tisza-Gegnerschaft und die Ablehnung der sogenannten Lex Daniel, deren Ziel die Bändigung der Obstruktion war. Hinsichtlich der zu verfolgenden Politik vertraten sie schon keinen einheitlichen Standpunkt. In der Wahlkampagne versuchten sie jedoch der Meinung einer breiteren Masse Ausdruck zu geben. Die stärkste Partei der Koalition war zweifellos die von Ferenc Kossuth, dem Sohn von Lajos Kossuth geleitete Unabhängigkeitspartei.

Es stellt sich aus den Erörterungen heraus, daß die Partei von Kossuth an den Wahlen im Januar – im Gegensatz zur von den bürgerlichen Historikern geerbten einseitigen Darstellung – nicht nur durch die Forderung der selbständigen Armee, des ungarischen Kommandos und des autonomen Zollgebiets die Mehrheit erwarb, sondern auch infolge ihrer sogenannten demokratischen Taktik und der Versprechung der Wahlrechtsreform. Der Beitritt der verschiedenen oppositionellen Gruppen zur Koalition verstärkte den bei den Leitern der Unabhängigkeitspartei ohnehin vorhandenen staatsrechtlichen und gesellschaftlichen Opportunismus. Die Winterwahlen brachten ein unerwartetes Ergebnis. Die seit 1875 regierende Liberale Partei erlitt trotz des beschränkten Zensus eine schwere Niederlage. Allein die Unabhängigkeitspartei, deren Leiter Ferenc Kossuth war, die sich in Äußerlichkeiten als der Erbe von Lajos Kossuth zeigte, sandte mehr Vertreter ins Parlament als die Partei von István Tisza. Der Sturz der Regierungspartei und die persönliche Niederlage von Tisza bedeutete zugleich nicht